ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La position du PLJ connue aujourd'hui

Ce n'est que ce matin, à l'occasion d'une conférence de presse de son premier responsable que le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) fera part de sa position officielle quant aux législatives du 10 mai prochain. Une position qui ne pourrait être qu'un quitus pour la participation en dépit des fortes réserves de Mohamed Saïd qui se dit en proie à d'intenables pressions de la base du parti à l'égard de laquelle il fait montre de prudence, voire de méfiance, assez renseigné qu'il est sur le phénomène de l'entrisme qui caractérise les nouveaux partis qui se vident aussitôt les échéances électorales passées.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Alors qu'il était prévu que cette question soit tranchée jeudi dernier à l'occasion d'une réunion du bureau national du parti, en session ouverte depuis plusieurs jours, ce conclave a été prolongé d'une journée, soit jusqu'à hier vendredi.

Mohamed Saïd, le secrétaire général du parti, affirmait, hier, que les débats étaient encore en cours et que la position finale ne sera rendue publique que ce matin à l'occasion d'une rencontre avec la presse qu'il organise au siège de sa formation. La raison ou les raisons ? Mohamed Saïd a tenu, mercredi dernier lors d'une conférence animée au forum du quotidien gouvernemental *Echaâb*, à en évoquer la principale, en ce sens, a-t-il affirmé, que «la priorité est la construction du parti» puisque, pour lui, «la participation aux élections est un sujet secondaire».

Ceci même s'il a avoué que la direction du parti subit «des pressions émanant de militants de plusieurs wilayas l'invitant à prendre part au prochain scrutin». D'où, donc, ces débats à ne pas en finir au sein du bureau national et les tergiversations et hésitations à trancher.

«Il y a des gens que nous connaissons et que nous pouvons expérimenter durant les prochaines élections. Mais la plupart d'entre eux, nous ne les connaissons pas. Nous ne voulons pas, en parallèle, prendre le risque d'engager la bataille électorale sans connaître leur profil», a-t-il tenu à préciser.

Pour Mohamed Saïd, partisan de la réhabilitation de l'exercice politique sur la base des convictions, dira que «celui qui militera dans le parti le fera pour défendre notre ligne et non pas pour s'enrichir», tout en exprimant son aversion pour le «nomadisme politique». Il se fera clair au sujet de la ligne directrice de son nouveau parti, en ce sens que «les adhérents au PLJ devront contribuer financièrement et non pas se servir de l'argent du peuple». Mais derrière ce souci de se donner le temps de construire son tout nouveau parti, ne se focalisant pas trop sur le rendez-vous législatif du 10 mai prochain, se dissimule d'autres motifs liés à des réserves quant à la réelle volonté du pouvoir en place à concrétiser le changement tel que revendiqué par le peuple. Ceci quoique Mohamed Saïd affirme percevoir dans les discours du président de la République, depuis le 15 avril 2011, «une volonté du changement, de peur de subir les mêmes scénarios dramatiques que ceux connus par certains pays arabes».

Photo : Samir Sid.

Pour Mohamed Saïd, la priorité est la construction du parti.

Mais la perversion dont ont fait l'objet les différentes lois initiées justement dans le sillage de ces réformes, de la part des deux partis de l'Alliance présidentielle, fait penser l'inverse au candidat à la présidentielle d'avril 2009. Lucide comme à son habitude, Mohamed Saïd avertit que «si le changement ne s'opère pas aujourd'hui, le pays risque d'être livré à un sort inconnu et tous les scénarios sont possibles».

Ceci dit, tout indique que le bureau national tranchera en faveur de la participation à ces législatives du fait que bien de structures de wilaya du parti se sont pleinement engagées dans le bain de ces élections, notamment avec la collecte des candidatures et l'ouverture de permanences électorales.

M. K.

IL N'EST TOUJOURS PAS AUTORISÉ À TENIR SON CONGRÈS CONSTITUTIF

Le PRD crie à la marginalisation

Le Parti du renouveau et du développement (PRD), toujours en attente d'autorisation pour tenir son congrès constitutif, interpelle le premier magistrat du pays à intervenir pour le respect des dispositions de la loi organique relative aux partis politiques.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le Parti du renouveau et du développement n'est pas content de la lenteur des procédures d'examen des dossiers de création de partis politiques et il le fait savoir. Le PRD, qui n'a toujours pas reçu une d'autorisation pour tenir son congrès constitutif, et ce, alors que précise-t-il, il a été parmi les premiers à avoir déposé la demande pour la création d'un parti conformément à la loi organique sur les partis politiques, voit du mauvais œil cette lenteur.

La PRD s'interroge s'il «faut être un acolyte du système pour espérer faire partie du paysage politique». Poursuivant ses interrogations, le parti s'interroge : «Pourquoi Monsieur le ministre de l'Intérieur refuse-t-il à un ensemble de citoyens de participer à la vie politique nationale et à l'exercice démocratique si une réelle volonté de changement existait ? Est-ce cela la démocratie promise ? Mieux encore, serait-ce le changement qualifié par le président de la République comme étant une étape similaire au 1er Novembre 1954 ?» Pour le parti, il est clair que le changement réel passe par «le changement des mentalités et des pratiques existantes caractérisées par le clientélisme, le régionalisme et le népotisme». Le parti propose donc d'aller vers une alternative nouvelle de démocratie «responsable».

Selon cette formation, la confiance du peuple ne peut être obtenue «ni par les SMS et encore moins par des discours enjolivés». Le PRD qui demande justice et interpelle le président de la République «pour veiller au strict respect de la loi».

S. A.

CONGRÈS CONSTITUTIF DU MOUVEMENT DES NATIONALISTES LIBRES

D'une organisation citoyenne à un parti politique

Autorisé il y a un mois à tenir son congrès constitutif, le Mouvement des nationalistes libres (MNL) a franchi hier la dernière étape, avant de procéder au dépôt de la demande d'agrément dans les jours à venir.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Plus de 800 délégués issus des 48 wilayas du pays sont venus, hier, prendre part au congrès constitutif du MNL, tenu à la Mutuelle des travailleurs et des matériaux de construction de Zéralda.

Selon son président, Abdelaziz Ghermoul, «il s'agissait au départ d'une organisation citoyenne à divers caractères lancée en juillet 2010, avant de prendre la forme d'un parti politique à partir de septembre 2011».

Selon toujours ce dernier, «cette organisation citoyenne ciblait tout ce qui avait un rapport avec la jeunesse, la culture, l'identité nationale (…) mais l'ouverture du champ politique survenue en 2011 a dicté ce choix, à savoir se lancer dans la scène politique nationale».

Photos : Samir Sid.

Abdelaziz Ghermoul mise sur la jeunesse.

Ainsi, poursuit-il, «en l'espace d'un temps record, à savoir depuis septembre 2011, nous avons réussi à nous organiser dans 48 wilayas dont 40 à 100% structurées. E

n novembre, nous avons ainsi tenu notre assemblée constituante et soumis notre dossier au ministère de l'Intérieur, qui nous a délivré, il y a un mois, l'autorisation pour tenir notre congrès constitutif».

Devant une assistance nombreuse que la salle des congrès de la Mutuelle de Zéralda n'a pu contenir, Abdelaziz Ghermoul a fait part de son «objectif essentiel, reconstruire le pays par la main de sa jeunesse».

M. M.

DÉCÈS

La famille Babadji d'Oran a l'immense douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

Hamid Babadji

haut magistrat président de section à la Cour suprême, survenu le samedi 25 février 2012 à Barcelone, Espagne. L'arrivée du corps aura lieu **le dimanche 4 mars 2012** à 11h30 à l'aéroport d'Oran-Essenia et l'enterrement au cimetière d'Aïn El Turk, Oran, après la prière d'El Asr. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

LE PRÉSIDENT D'EL ISLAH, HAMLAOUI AKKOUCHI, À BÉJAÏA

«Notre alliance va peser sur le scrutin législatif»

Intervenant dans la matinée d'hier à l'occasion d'une rencontre avec ses sympathisants et militants à la Maison de la culture de Béjaïa, le président du mouvement El-Islah, Hamlaoui Akkouchi, s'est félicité de l'alliance entre son parti, Ennahda, et le Mouvement de la société pour la paix (MSP), pour la confection de listes électorales communes pour les prochaines élections législatives.

«Une alliance tant attendue par le peuple algérien pour peser dans ce scrutin législatif», s'est exclamé le responsable islamiste d'El Islah dans une salle de la maison de la culture à moitié vide.

Tout en déclarant «ne pas trop faire confiance aux observateurs étrangers», le conférencier d'El Islah a mis l'accent sur «l'impérative neutralité» de l'administration pour «assurer des élections crédibles et transparentes».

A. K.